

<http://alambic.hypotheses.org/5845>

La nasse dorée de l'open access – (Gaol Road to Open Access)

04/01/2016

Auteur [Olivier Legendre](#)

[L'Alambic numérique](#)

Le blog de la bibliothèque numérique de Clermont-Ferrand

On débat vigoureusement de la transition vers l'accès libre, depuis la [contribution](#) de la bibliothèque Max Planck. J'ai traduit, [ici même](#), cette contribution, non parce que j'y adhèrais sans réserve, mais parce qu'elle constituait une prise de position claire dans une discussion qui me passionne. Je me suis abstenu de gloser ma traduction, comptant bien avoir quelques échos des réactions à ce livre blanc, et y revenir après réflexion. J'ai récolté bien assez d'éléments pour rendre compte ici de la controverse qui court. Manifestement, je ne suis pas le seul que le sujet intéresse ! J'avoue d'ailleurs avoir quelque peine à forger mon opinion, celles dont j'ai l'écho étant aussi tranchées qu'opposées. Essayons tout de même.

Pour ceux qui s'intéressent sérieusement au sujet, le [document de réflexion du CNRS1](#) est à lire. Il mentionne en passant (sans le moindre enthousiasme) le livre blanc du Max Planck, mais il réfléchit beaucoup plus largement sur le problème de l'auteur payeur.

Revenons à la position du Max Planck. Elle peut se résumer comme suit, à gros traits :

La transition de l'abonnement au système du libre accès est possible. Il faut l'opérer rapidement, par négociation globale (internationale) avec les éditeurs, pour faire basculer les montants des abonnements vers les frais de publication (article processing charges = APC). Le libre accès généralisé ne coûtera pas plus cher, globalement, que le système de l'abonnement.

L'intervention, aux journées Couperin, [du physicien Denis Jérôme](#), membre de l'Académie des sciences, incline dans le même sens. Sa proposition serait, tout en maintenant l'effort sur les archives ouvertes, de financer l'accès libre par un accord central entre le Ministère de la recherche et les grands éditeurs. Cette stratégie de négociation globale serait évidemment facilitée, dans le cas précis de la France, par notre organisation centralisée. L'objectif proposé (à partir de la 15^e minute de la vidéo) est celui d'une transition à budget constant, où les APC seraient un acompte sur l'abonnement de l'année suivante. L'Académie des sciences teste ce mécanisme à petite échelle en 2016 : les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* sont en libre accès depuis le 1^{er} janvier². En toile de fond apparaît le débat récurrent sur une négociation avec les grands éditeurs couplant les abonnements et les APC.

Regardons maintenant les objections qui s'élèvent.

À budget constant ??

La première objection est qu'une transition à *budget constant* ne fait pas du tout notre affaire. Actuellement, la structure économique du marché de l'édition scientifique détourne un flux financier très excessif vers les éditeurs majeurs (voir les échanges assez vifs de la 22^e à la 27^e mn de la [vidéo](#) de D. Jérôme). Cela affaiblit les institutions de recherche, et aggrave, par des effets de surenchère et de notoriété, les défauts inhérents au mode d'évaluation des publications scientifiques par la citation : si la transition vers le libre accès n'apporte pas d'amélioration de ce côté, elle n'a guère d'intérêt. Il ne s'agit pas de contenir, mais de faire **fortement diminuer** la masse financière dévolue à la publication scientifique, qu'il s'agisse d'abonnement ou de publication. Il faudrait aussi, pour éviter de revenir aux mêmes ornières, qu'elle soit distribuée entre des éditeurs bien plus nombreux qu'à l'heure actuelle. C'est par un mécanisme trompeur de « budget constant » que nous avons été entraînés, voici quinze ans, dans la spirale des *big deals*. Et il faudrait recommencer ?

D'ailleurs, compte tenu du rapport de forces actuel avec les éditeurs, comment imaginer qu'une négociation réelle aboutisse à un budget *constant* ? Non, les meilleurs résultats en négociation permettent actuellement une inflation modérée ou nulle de la dépense. Ce n'est pas du tout ce qu'il nous faut. La conclusion de D. Jérôme montre d'ailleurs que l'académie ne prétend pas avoir trouvé une solution parfaite : « Pendant trois ans (2016-2019 NDLR) nous avons été obligés de garder Elsevier. Ce n'est pas de gaieté de cœur. C'est à cause d'un contrat plus global. »

Une autre objection qui, je le reconnais, me paraît très sérieuse, est celle que soulevait, lors de son intervention (sur laquelle je reviens plus loin) [Leo Waaijers](#) (à partir de la 26^e minute) : pourquoi soutenir tel éditeur et non tel autre ? Le risque est élevé que toute négociation avec l'un des éditeurs majeurs du marché le désigne aux scientifiques comme un partenaire privilégié de la publication en libre accès selon le modèle auteur-payeur. Ce risque est encore plus élevé si, aux termes de l'accord, s'instaure un régime trompeur de gratuité pour les auteurs, c'est à dire, en fait, de dépense centralisée. Aujourd'hui, cette illusion de gratuité est une des difficultés majeures auxquelles se heurtent les bibliothèques quand elles cherchent le soutien des chercheurs. Il est très imprudent de la perpétuer.

Pricing power

En réalité, tant que le marché reste concentré, le *pricing power* reste aux éditeurs. Et l'effet de notoriété qui a fait grimper les abonnements est aussi à l'œuvre pour les APC. Dans certaines disciplines, ils dépassent déjà largement les montants nécessaires au recouvrement des coûts. Si la transition se fait par la négociation globale, le résultat sera la reconduction de la rente des éditeurs, et de nos propres difficultés financières. Les journées Couperin nous ont offert le rafraichissant [regard d'un analyste financier](#) sur cette question³. Rassurant pour les investisseurs, il ne l'est pas particulièrement pour les institutions de recherche.

Je cite (à 7'27 dans la vidéo, où c'est généralement Elsevier qui est pris en exemple) :

Aujourd'hui, le marché pense que l'Open access ne constitue plus une menace à moyen terme et devrait pouvoir coexister avec le modèle de l'abonnement à long terme. [...] Le marché pense

aujourd'hui que les éléments de formatage qu'apportent les éditeurs sont assez différenciants pour protéger les abonnements. [...] De plus, les périodes d'embargo dont sont assortis la plupart des mandats offrent une protection à la valeur économique des contenus d'Elsevier. [...] Enfin le marché pense également que dans le cas hypothétique d'un basculement vers le Gold Open Access, les gros éditeurs, et en particulier Elsevier, devraient pouvoir compenser la pression tarifaire par des hausses de volume. Elsevier rejette aujourd'hui près de deux articles sur trois. [...] Tous les éditeurs ont récemment investi pour se positionner sur le Gold Open Access.

Bref, depuis 2012, le libre accès n'inquiète plus les éditeurs. En effet, quand « le marché pense », il pense en général comme eux⁴. Elsevier a donc multiplié par trois le nombre de ses revues en libre accès depuis 2014. Springer, pionnier en la matière, doit sa croissance à l'OA depuis de longues années.

Malheureusement, le dérapage des APC chez les grands éditeurs n'est pas seulement prévisible : il est déjà en train de se produire. Il suffit de consulter les pages d'accueil des revues en libre accès des grands éditeurs et d'y collecter les "Open access fees". Un exemple ? Pour la revue *Cell Press* d'Elsevier, c'est [5000 \\$](#). Dans *Advanced Science* chez Wiley, c'est 4500 \$. Voulons-nous la transition à ce prix ?

Un nouveau marché ?

Je ne sais pas si la grande négociation que propose la bibliothèque du Max Planck aura lieu et je ne suis pas très sûr d'en avoir envie. Certes, l'inertie elle-même est discutable et discutée : à exclure toute négociation couplée entre abonnements et APC, nous risquons de nous priver d'une possible économie sur les abonnements, et de laisser décoller sans contrôle les APC (je reviendrai une prochaine fois sur leur évolution à Clermont). Mais la question est : que sommes-nous en mesure d'obtenir par la négociation ? Sur le plan arithmétique, L'idée de pouvoir déduire les APC de nos abonnements a quelque chose de séduisant. Mais tout ce qui ressemble à la reconduction des *big deals* actuels est très inquiétant, et les expériences européennes ne sont pas particulièrement encourageantes sur ce point. Je garde l'idée qu'une tentative transitoire et expérimentale, excluant les plus agressifs des éditeurs et visant une diminution globale de facture, serait intéressante. Mais l'expérience acquise me rend très modérément optimiste sur le résultat ; je suis donc surtout porté à mettre mon espoir dans d'autres voies, porteuses d'un changement plus significatif.

J'ai évoqué récemment le développement de modèles alternatifs, assis sur les institutions de recherche. Le courant du libre accès favorise aussi la naissance de nouveaux éditeurs, dont certains à but non lucratif. Le plus connu, PLOS, est désormais un acteur de poids (dont les APC sont d'ailleurs loin d'être anodins). D'autres plates-formes démarrent actuellement, par exemple [e-life](#), lancée par le Nobel Randy Scheckman, qui s'était illustré il y a deux ans par une prise de [position spectaculaire](#) contre les grandes revues. Les soutiens qui entourent le lancement d'*E-life* lui permettent de se lancer [sans exiger d'APC](#) ! Lors des journées Couperin, [Denis-Didier Rousseau a aussi présenté](#) l'entreprise éditoriale portée par l'Union européenne de géosciences, qui a déjà fait ses preuves. Plus d'une quinzaine de revues phares en sciences de la terre sont disponibles en libre accès, et visent explicitement le maintien d'APC modérés. Lors de leur lancement, elles bénéficient généralement d'un soutien qui leur permet de publier gratuitement.

Il y a plus : pour permettre aux chercheurs et même aux bibliothèques d'évaluer les revues dans le monde du libre accès, un outil existe désormais ! Présenté par [Leo Waaijers lors des journées](#)

[Couperin5](#), le *Quality Open Access Market* est un outil **d'évaluation qualitative des revues par leurs utilisateurs**. Il permet de noter un titre sur divers critères : *editorial information* (appréciation sur les informations disponibles sur le site web quant au fonctionnement scientifique de la revue), *peer review* (déroulement de la relecture) *Governance* (mode de direction scientifique), *workflow* (temps de traitement, taux de rejet, etc.), *valuation* (coûts). Un exemple (la fiche de notation d'[E-life](#)) sera plus parlant qu'une longue explication. En termes économiques, c'est un outil de mise en concurrence. En termes scientifiques, c'est un outil au service des bibliothèques et des chercheurs pour aider la reprise en main sur le circuit de publication.

La multiplication du nombre des acteurs et la publicité des tarifs pratiqués peuvent permettre, bien plus facilement que la négociation avec un éditeur dominant, de corriger les méfaits du circuit économique actuel. Mais cela implique que **les coûts de publication restent visibles aux chercheurs**, faute de quoi les scientifiques garderont la trompeuse innocence qui est la leur dans le monde de l'abonnement, continueront à regarder le coût éditorial comme un problème extérieur à l'activité scientifique, et demeureront les prisonniers volontaires d'une nouvelle cage dorée, l'*open access* auteur-payeur.

1. Financer la publication scientifique: le 'lecteur' et/ou 'l'auteur'? Evolutions, alternatives. Observations de la DIST.
2. Toutefois, les modalités précises du nouveau contrat, et ses conséquences pour les actuels abonnés, ne sont pas exposées dans le détail.
3. Sami Kassab, analyste chez Exane Paribas ; une intervention impeccable, d'une délicieuse sobriété, et une plongée captivante dans « la pensée du marché ». À voir absolument !
4. L'idée de ce *neurone invisible* du marché fait sourire, mais l'expression est un raccourci courant chez les analystes, et je ne vais pas commencer à brocarder le jargon d'autrui : le nôtre ne vaut pas mieux.
5. L. Waaijers, *Open Access or Open Excess : évaluer la qualité. Les bibliothèques à la croisée des chemins*